

ILS EXIGENT UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA PÉNURIE DES MÉDICAMENTS

Les hospitalo-universitaires entament une grève cyclique

Reprise de la grève au niveau des CHU. Les hospitalo-universitaires ont entamé une grève de trois jours reconductible. Les activités de soins ne seront pas assurées. La grève pourrait s'étendre au volet enseignement si la tutelle ne répond pas aux doléances du Syndicat national des professeurs et docents des sciences médicales.

Nawal Imès - Alger (Le Soir)

- Le bras de fer entre ministère de la Santé et hospitalo-universitaires n'aura finalement été que différé. Leur syndicat revient à la charge avec les mêmes doléances déjà portées à la connaissance de la tutelle.

L'engagement d'Ould Abbès de répondre dans un délai d'un mois aux attentes des hospitalo-universitaires n'a finalement pas été respecté. La décision de renouer avec la contestation vient justement en réaction à la position du département d'Ould Abbès.

Dans un premier temps, le Syndicat national des professeurs et docents des sciences médicales (SNPDMS) a appelé à une grève cyclique de trois jours renouvelables. Le débrayage concerne dans un premier temps les activités de soins. Seules les urgences seront assurées.

Les activités chirurgicales à froid, les consultations et les explorations biologiques et d'imagerie ne seront pas effectuées. Il n'est pas exclu que ce débraya-

ge touche également les activités pédagogiques dans les semaines à venir.

Le Pr Djidjeli, président du Syndicat national des professeurs et docents des sciences médicales, expliquait hier que le délai accordé au ministère de la Santé avait largement été dépassé et qu'aucune promesse n'avait été tenue.

En octobre dernier, Ould Abbès s'était invité à l'assemblée générale des docents, promettant de répondre favorablement aux attentes des hospitalo-universitaires.

Ses promesses avaient été à l'origine du gel d'un mouvement de grève auquel le syndicat avait appelé. Deux mois plus tard, les hospitalo-universitaires reviennent à la charge.

Le Professeur Djidjeli expliquait hier qu'en tête des revendications, venait la pénurie des médicaments. Il estime que «cette pénurie, nous la subissons depuis Barkat. Nous avons multiplié les courriers pour dire que nous ne pouvions pas continuer à



Photo : Samir Sid.

L'engagement d'Ould Abbès de répondre aux attentes des hospitalo-universitaires n'a pas été respecté.

subir les conséquences de la pénurie de médicaments. On ne peut pas continuer à dépenser autant avec une pénurie chronique.

La facture du médicament augmente alors que les pénuries ne cessent pas, c'est une équation que l'intelligence humaine ne peut accepter».

Le syndicat exige la mise en place d'une commission d'enquête indépendante. Le régime indemnitaire figure également parmi les revendications des hospitalo-universitaires. Les négociations durent depuis trois années sans que le texte voit le jour. Les deux récentes réunions de conciliation tenues avec la Fonction

publique ont laissé le syndicat sur sa faim.

Dès mercredi, les hospitalo-universitaires se réuniront lors d'une assemblée générale pour non seulement évaluer le mouvement de grève mais également mettre en place un plan d'action pour les semaines à venir.

N. I.

CORPS COMMUNS DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION

En grève d'une semaine à partir d'aujourd'hui

Les corps communs débrayent durant une semaine à partir d'aujourd'hui pour revendiquer une revalorisation des salaires et la réhabilitation de leurs professions.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)

- Les protestataires, tel qu'annoncé hier par le SNTE lors d'une conférence de presse, comptent aussi radicaliser leur mouvement au cas où il n'y aura pas d'engagements concrets des autorités concernant leurs principales revendications dans la semaine qui suivra le débrayage.

Ils prévoient ainsi d'organiser une marche dans la capitale et à laquelle devront participer les personnels de toutes les wilayas du pays.

La grève d'une semaine pourrait aussi être reconductible. Selon M. Aït Hamouda Hakim, chargé de la communication du

Syndicat national des travailleurs de l'éducation, la décision prise par la base est dictée par la fermeture de toutes les portes du dialogue et le marasme dans lequel se débattent les métiers des corps communs.

Le représentant du SNTE évoquera lors de son intervention les salaires particulièrement bas que perçoivent les travailleurs. Il s'agit notamment des ouvriers professionnels, ceux des cantines, les factotums, les employés des administrations, les dactylographes et les laborantins affiliés aux corps communs. «Ce sont les travailleurs les plus mal payés du secteur, ils



Photo : DR.

Le SNTE déplore les salaires particulièrement bas que perçoivent les travailleurs.

sont pour la plupart des smicards ou sont payés en dessous du

SNMG entre 13 000 et 18 000 dinars.

Entre travailleurs du même secteur, il y a un fossé énorme», a déclaré Aït Hamouda. Il notera que le salaire de ces travailleurs devrait au moins être revalorisé à 30 000 DA.

Concernant le mouvement de protestation d'aujourd'hui, le syndicaliste dira que les travailleurs ont épuisé toutes les voies de recours en vue de revaloriser les salaires en vain.

«Nous avons fait appel à la Fonction publique, au secteur

des finances, à notre tutelle, au ministère de l'Éducation et même aux élus, en vain.

Au ministère de l'Éducation, nous nous sommes vu répondre que la question des salaires ne dépendait pas du secteur», souligne M. Aït Hamouda.

«Nous ne ferons pas marche arrière et nous irons vers la radicalisation de notre mouvement de protestation. Si nous organisons une marche sur Alger, qu'ils nous enferment tous s'ils veulent», s'indigne le syndicaliste. Concernant le mouvement de protestation des adjoints de l'éducation tenu samedi dernier, le chargé de la communication du SNTE dira que c'est la tutelle qui est à l'origine de l'interruption du dialogue concernant notamment le statut particulier.

Les adjoints de l'éducation revendiquent en premier lieu une revalorisation des salaires et un droit à la promotion.

Le syndicaliste dénoncera aussi «les humiliations subies par les adjoints de l'éducation qui, rappelle-t-il, ont été malmenés et ont subi des violences verbales de la part des policiers devant l'annexe du ministère de l'Éducation à Ruisseau».

F.-Z. B.

Sit-in des conseillers d'orientation ce mercredi

Les conseillers d'orientation comptent débrayer de nouveau en organisant un sit-in le mercredi 11 janvier devant l'annexe du ministère de l'Éducation à Ruisseau. Les conseillers d'orientation scolaire et professionnelle ont opté pour la protesta et comptent se mobiliser pour faire aboutir leurs revendications. Ils réclament une justice entre les corps et les différents secteurs concernant notamment les salaires. Ils dénoncent aussi le fait que leur diplôme et leurs capacités ne soient pas reconnus. Ils demandent aussi à ce que soient corrigées les erreurs enregistrées dans le statut particulier. Les

conseillers d'orientation scolaire et professionnelle comptent, par ailleurs, aller vers une meilleure organisation de leur base en vue de faire aboutir leurs revendications. Par ailleurs, les conseillers d'orientation scolaire au niveau des wilayas du pays remettront, ce mercredi, une copie de la lettre adressée au président de la République aux différents walis.

Les conseillers ont décidé de boycotter, à partir du 11 janvier, les activités ministérielles et de se contenter d'accompagner les élèves dans les activités régulières, et ce, jusqu'à ce qu'ils obtiennent gain de cause.

F.-Z. B.